

Namens des Bundesrates beantrage ich Ihnen, den Antrag Hefti abzulehnen. Ich ziehe den ursprünglichen Antrag des Bundesrates für Artikel 13 – den die Kommission seinerzeit als zweckmässig betrachtet hatte – zugunsten des Antrages Bourgnknecht aus den dargelegten Gründen zurück.

Kündig, Berichterstatter: Im Namen der Kommission kann ich keinen neuen Bericht abgeben. An und für sich sollten wir an Artikel 13 festhalten. Persönlich bin ich aber der Meinung, dass es richtig wäre, die «Kann»-Formel aufzunehmen. Darum möchte ich persönlich dem Antrag Bourgnknecht zustimmen

Präsident: Darf ich anfragen, ob jemand die ursprüngliche Fassung des Bundesrates, die von der Kommission gutgeheissen worden war, wieder aufnimmt? Das ist nicht der Fall. Dann stehen sich noch die Anträge Bourgnknecht und der Streichungsantrag Hefti gegenüber.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Bourgnknecht	28 Stimmen
Für den Antrag Hefti.	10 Stimmen

Art. 14 und 15

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 14 et 15

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Gesetzentwurfes	31 Stimmen (Einstimmigkeit)
---------------------------------	--------------------------------

An den Nationalrat – Au Conseil national

75.072

Kampfflugzeuge. Beschaffung Avions de combat. Acquisition

Botschaft und Beschlussentwurf vom 27. August 1975
(BBl II, 881)

Message et projet d'arrêté du 27 août 1975 (FF II, 889)

Antrag der Kommission

Eintreten

Antrag Aubert

(namens der sozialdemokratischen Fraktion)

Verschiebung auf die Märzsession 1976

Proposition de la commission

Passer à la discussion des articles

Proposition Aubert

(au nom du groupe socialiste)

Renvoi à la session de mars 1976

Hofmann, Berichterstatter: Es liegt ein Verschiebungsantrag der sozialdemokratischen Fraktion vor. Ich frage mich, ob nicht zuerst dieser Verschiebungsantrag behandelt und erledigt werden soll, um nachher – je nachdem – auf die Vorlage einzutreten.

Schriftlicher Bericht der sozialdemokratischen Fraktion des Ständerates

An ihrer Versammlung vom 2. Dezember 1975 hat die sozialdemokratische Fraktion der Bundesversammlung ihren Grundsatz der Unterstützung einer wirksamen Landesverteidigung und der Notwendigkeit der Luftverteidigung erneut bekräftigt.

Sie stellt fest, dass ein schweres Unbehagen die öffentliche Meinung hinsichtlich der Wahl eines Kampfflugzeuges spaltet.

Sie beachtet, dass hervorragende Luftfahrtspezialisten, militärische und zivile, kürzlich noch in der Presse vollständig gegensätzliche Meinungen über die Tauglichkeit des Tiger II für die ihm zugedachte Raumschutzaufgabe geäußert haben.

Sie beachtet ferner, dass der Kauf eines neuen Kampfflugzeuges in der gegenwärtigen finanziellen Lage der Eidgenossenschaft eine erhebliche Ausgabe darstellt, namentlich mit Rücksicht auf die übrigen Ausgaben mit sozialem Zweck und für Arbeitsbeschaffung.

Sie ersucht daher eindringlich, dass die Behandlung dieses Geschäftes 75.072 im Ständerat auf die Märzsession 1976 verschoben werde, um der sozialdemokratischen Fraktionsgruppe zu ermöglichen, sich vollständiger zu orientieren durch die Anhörung von Fachleuten, namentlich von Korpskommandant Kurt Bolliger, Kommandant der Flieger- und Flabtruppen.

Dieses Geschäft könnte dann in der Märzsession sowohl vom Ständerat als auch vom Nationalrat behandelt werden.

Rapport écrit du groupe socialiste du Conseil des Etats

Réuni le mardi 2 décembre 1975 à Berne, le groupe des parlementaires socialistes de l'Assemblée fédérale,

– réaffirmant son soutien au principe d'une défense nationale efficace et à la nécessité d'une défense aérienne,

– considérant qu'un grave malaise divise l'opinion publique quant au choix d'un nouvel avion de combat,

– considérant que d'éminents spécialistes en aéronautique, tant militaires que civils, ont émis, dernièrement encore, par la voie de la presse, des avis absolument contradictoires quant à la crédibilité du Tiger II pour assumer la mission de couverture aérienne qui lui est confiée,

– considérant que, dans la situation financière actuelle de la Confédération, l'achat d'un nouvel avion de combat représente une dépense considérable en regard d'autres dépenses de caractère social et en faveur de l'emploi,

demande instamment que l'étude de cet objet n° 75.072 par le Conseil des Etats soit renvoyé à la prochaine session de mars 1976 pour permettre au groupe des parlementaires socialistes de s'informer plus complètement par l'audition de spécialistes et notamment du commandant de corps Kurt Bolliger, commandant des troupes d'aviation et de défense contre avions.

Cet objet pourrait ainsi être traité par le Conseil des Etats et le Conseil national au cours de la même session de mars 1976.

M. Aubert: C'est le 14 novembre 1975 que la commission du Conseil des Etats a approuvé, à l'unanimité, l'acquisition de 72 Tiger. Je faisais partie de cette unanimité, convaincu que j'étais – et que je suis toujours – de la nécessité d'une défense nationale efficace et, en l'espèce, d'une défense aérienne, tout en étant conscient cependant de ce que l'armée n'est que l'un des quatre ou cinq piliers de notre défense nationale. Le principal argument qui m'avait fait adhérer à cette acquisition est que le Tiger paraît bien être le seul avion que nous ayons les moyens financiers de nous offrir et qu'il représente, peut-être aussi, le seul moyen de sauvegarder notre aviation de milice.

Depuis lors, nous avons assisté, soit depuis ce 14 novembre, à une véritable offensive lancée dans la presse par des spécialistes en aviation tant militaires que civils, suisses allemands ou suisses romands. Une série d'articles a paru qui n'a pas manqué d'impressionner fortement

l'opinion publique en mettant plus particulièrement en cause l'aptitude du Tiger II à remplir la mission qui lui est confiée. Certains de ces spécialistes ont été jusqu'à dire que l'achat d'un tel avion ne pouvait que créer une dangereuse illusion de sécurité dans le peuple, et que, pour le Conseil fédéral, la préoccupation d'acheter «bon marché» l'avait emporté sur toute autre préoccupation. J'ai fait allusion plus particulièrement aux articles qui ont paru dernièrement encore dans le *Tages-Anzeiger*, la *National-Zeitung*, l'*Impartial*, *24 Heures*, etc. Il convient d'admettre que le Tiger n'est pas un avion miracle, ce n'est pas une «Wunderwaffe». Le Conseil fédéral le reconnaît lui-même, qui admet implicitement, page 3 de son message, que, déjà lors de la pré-évaluation, d'excellents appareils «qui auraient offert de meilleures possibilités d'engagement» ont été éliminés. Le Conseil fédéral a également précisé, à cette même page 3 du message, qu'«il faut acquérir désormais des avions de combat destinés à la couverture aérienne.» Les spécialistes dont je parle – nous en comptons deux dans nos rangs, il s'agit de M. Paul Küng, spécialiste en aéronautique, et du colonel Henchoz – ont émis des avis divergents. L'un a mis gravement en doute la crédibilité du Tiger quant à sa capacité d'assurer une couverture aérienne. Parmi les articles qui ont été plus particulièrement retenus, j'en citerai deux: un qui a paru dans la *National-Zeitung* et qui disait: «Dieses Kampfflugzeug des armen Mannes, das heute noch so bequem die Lücken in unserem Luftverteidigungssystem füllt, könnte sich schon morgen als blosser Lückenbüsser entpuppen. Dazu ist aber selbst ein billiger Tiger zu teuer.»

On lit, dans un autre journal romand, un article paru le 26 novembre: «Le Tiger, par rapport à tous les avions engagés par les autres pays, quels qu'ils soient, sur un champ de bataille européen, est ridiculement inefficace.» C'est un spécialiste qui écrit cela. Les citations pourraient être nombreuses. Nous ne sommes pas ici pour juger les performances techniques de cet avion. Notre collègue, M. Grosjean, l'avait déjà déclaré en ces lieux: «Nous ne sommes pas compétents, c'est l'affaire des spécialistes.» Toutefois, politiquement, il en va différemment car le coût de l'opération s'élève tout de même à 1 milliard 300 millions et, en la conjoncture actuelle, l'opinion publique y est particulièrement sensible, elle qui vit dans l'angoisse du chômage et dans la crainte d'une remise en cause de nos conquêtes sociales, en particulier AVS/AI, faute d'argent. Comme Neuchâtelois, venant d'un canton particulièrement atteint dans son industrie principale, je vous en parle en connaissance de cause. Le 2 décembre 1975, dans le courant de l'après-midi, c'est une partie responsable et inquiète de cette opinion publique qui s'est réunie au Palais fédéral, je veux dire le groupe des parlementaires socialistes de l'Assemblée fédérale, qui a réétudié le dossier, qui a étudié l'avis de ces deux spécialistes, MM. Henchoz et Küng, qui a lu les articles de journaux auxquels j'ai fait allusion et qui, après un assez long débat, a donné mandat à ses représentants au Conseil des Etats de vous demander avec insistance de renvoyer le débat à la prochaine session de mars 1976, à seule fin de s'informer plus complètement par l'audition de spécialistes et notamment du commandant de corps Kurt Bolliger, commandant des troupes d'aviation et de défense contre avion, qui, selon les renseignements que j'ai obtenus, a été entendu dernièrement par le groupe de nos collègues démocrates-chrétiens.

Je vous demande de comprendre ce désir de meilleure information. Je ne voudrais pas que la requête que nous vous présentons soit mal interprétée. Elle n'est pas une proposition du non-entrée en matière. Notre groupe y réaffirme son soutien aux principes de la défense nationale et la nécessité d'une défense aérienne. Je pense que nous avons tous intérêt à ce que cette acquisition puisse être discutée dans le meilleur climat possible de confiance et d'information. En acceptant cette demande de renvoi à la session de mars 1976, nous ne retardons pas la décision finale puisque cet objet pourrait ainsi être traité en même

temps, au cours de la même session, par les deux chambres.

En conclusion, je vous prie instamment d'accepter notre requête afin que tous les parlementaires socialistes, au même titre que ceux qui sont membres des commissions militaires, puissent prendre, eux aussi, leur décision en parfaite connaissance de cause. Dans la mesure où l'on ne pourra plus lire des titres comme celui qui a paru dans le *Tages-Anzeiger* du 2 décembre 1975: «Parlament ist unvollständig informiert», la cause même de notre défense nationale y gagnera.

Je vous remercie d'avance de votre compréhension.

Hofmann, Berichterstatter: Nach gründlicher Orientierung und kritischer Prüfung hat die Erweiterte Militärkommission Ihres Rates am 14. November bei Anwesenheit von 14 der 15 Mitglieder der Kommission einstimmig und ohne Enthaltung beschlossen, auf die Vorlage einzutreten und den Anträgen des Bundesrates zuzustimmen.

Nun werden wir im letzten Moment – gewissermassen heute morgen – durch einen Antrag auf Verschiebung der Beratung auf die Märzsession überrascht. Die Kommission konnte dazu nicht mehr Stellung nehmen. Meine Fühlungnahme mit zahlreichen Mitgliedern der Kommission bestätigt mir aber, dass ich Ihnen im Namen der sehr grossen Mehrheit der Vorberatenden Kommission beantragen darf, die Verschiebung abzulehnen.

Zur Begründung möchte ich kurz auf die Ausführungen im Schreiben der sozialdemokratischen Kommission eingehen. Wenn gemäss Absatz 1 die sozialdemokratische Fraktion am 12. dieses Monats, also heute vor einer Woche, so beschlossen hat, so verstehe ich nicht, warum wir erst heute vom Verschiebungsantrag Kenntnis erhalten. Offensichtlich war eine Ueberraschung, ein kleiner Eklat, beachtlich; – aus welchen Gründen immer, überlasse ich Ihnen zu beurteilen.

In Absatz 2 ist von einem schweren Unbehagen die Rede, das die öffentliche Meinung wegen der Wahl eines Kampfflugzeuges spalte. Von einem solchen schweren Unbehagen habe ich keine Kenntnis. Wohl noch keine Wahl eines Flugzeuges ist mit solcher Einmütigkeit von den massgebenden Instanzen und der Öffentlichkeit, einschliesslich der Presse, aufgenommen worden. Dass dazu etwa abweichende Meinungen gehören, bestätigt nur die Regel. Man soll aber nicht das eigene Unbehagen, die eigene Unsicherheit auf die Allgemeinheit projizieren. Nach meiner Ueberzeugung würde ein schweres Unbehagen entstehen, wenn durch eine Verschiebung im letzten Moment erneut Zweifel gesät und Unentschlossenheit markiert würden. Der klaren Erkenntnis nach gründlicher Prüfung soll nun eine klare Haltung folgen.

In Absatz 3 ist die Rede von «hervorragenden Luftfahrtspezialisten», welche vollständig gegensätzliche Meinungen über die Tauglichkeit des Tiger für die Raumschutzaufgabe geäussert haben. Ueber ein Communiqué des EMD wissen wir, dass anonyme Briefe mit Kritiken und Vorbehalten in bezug auf den Flugzeugentscheid verbreitet worden sind. Ich – wie weitere Mitglieder der Vorberatenden Kommission – sind mit diesem Schreiben nicht bedient worden. Ich kenne den Absender nicht; dem Anonymus, der das Tageslicht scheut, kann ich die Eigenschaft eines hervorragenden Luftfahrtspezialisten nicht zubilligen.

Wir wissen – Herr Aubert hat das soeben dargelegt –, dass ein ehemaliger Fliegeroffizier, Herr Oberst Henchoz, einmal Militärattaché der Schweiz in Paris, eine abweichende Meinung vertritt, was sein gutes Recht ist. Nun aber auf eine solche Auffassung wesentliches Gewicht zu legen, die in Widerspruch steht zu unseren tatsächlich hervorragenden Luftfahrtspezialisten, die aktiv sind, könnte ich nicht verstehen.

Es wurde gesagt, dass die Meinung eines Obersten Henchoz im Gegensatz stehe zu einem anderen Fliegerexperten der sozialdemokratischen Militärkommission, Küng. Welche Einmütigkeit hier besteht, kann ich aus dem «Blick» von heute – auch in unserem Rate sei einmal der

«Blick» zitiert – entnehmen, wo dieser Experte Küng zu den Vorschlägen von Oberst Henchoz wörtlich geäußert haben soll: «Kompletter Unsinn; das sind unausgereifte Prototypen» – die Henchoz vorschlägt –, «die schon preislich für uns nicht in Frage kommen. Zudem hat nie jemand behauptet, der Tiger sei eine Wunderwaffe. Der Leistungsvergleich hat aber gezeigt, dass der Tiger manchem Hochleistungsflugzeug als Raumschützer mindestens ebenbürtig ist.»

Bekannt ist uns allen: als dritte Berufungsinstanz der sozialdemokratischen Fraktion der Artikel im «Tages-Anzeiger» vom 2. Dezember von Sepp Moser. Ich werde im Eintretensreferat auf einige Punkte der Ausführungen von Moser eingehen, nachdem ich vom Kommandanten der Flieger und Flab eine Stellungnahme gewünscht und erhalten habe.

Es sei nicht in Abrede gestellt, dass sich Herr Moser intensiv mit militärischen Problemen beschäftigt. Leider ist ihm das als Journalist nur am Schreibtisch möglich, da er dienstfrei ist. Wenn der Antrag der sozialdemokratischen Fraktion auf Verschiebung der Beratung entscheidend auf den Artikel Moser zurückzuführen ist, könnte ich das nicht verstehen. Dann müssten wir allzu oft wegen abweichenden Zeitungsartikeln im letzten Moment unsere Tagesordnung umorganisieren. Nehmen wir das alles, auch abweichende Meinungen, nicht zu ernst! Etwas Wirbel und Trübel gehört offenbar zu einem solchen Geschäft. Lassen wir uns auch nicht allzu leicht verwirren. Eine gewisse Standfestigkeit gehört auch zu den guten Eigenschaften eines Politikers!

In Absatz 4 weist das sozialdemokratische Schreiben auf die gegenwärtige finanzielle Lage der Eidgenossenschaft hin. Sie ist uns bekannt. Sie wird aber in der Frühjahrssession sicher nicht besser, sondern eher noch schlechter sein. Die sozialdemokratische Fraktion stellt mit diesem Argument die Flugzeugbeschaffung auf längere Zeit, wenn nicht grundsätzlich, in Frage. Wir stehen demgegenüber auf dem Standpunkt, dass die Landesverteidigung auch heute eine primäre Verpflichtung des Bundes darstellt, die neben den Ausgaben für soziale Zwecke und Arbeitsbeschaffung die nötigen Mittel erhalten muss.

Wenn schliesslich im letzten Absatz eine bessere Orientierung der Fraktion gewünscht wird, so läge, wenn diese in der sozialdemokratischen Fraktion nicht stattgefunden hat, der Fehler ausschliesslich bei ihr selbst. Die übrigen Fraktionen haben das Geschäft, das lange vorher als wichtiges Traktandum des Ständerates angekündigt war, so vorbereitet, dass es für sie spruchreif ist. Es sei erwähnt, dass z. B. die CVP-Fraktion Oberstkorpskommandant Bolliger anhörte. Ihn anzuhören, hoffentlich mit dem gleichen Erfolg wie bei uns, steht der sozialdemokratischen Fraktion vor der Behandlung im Zweitrat immer noch offen. Ich möchte ihr das sehr empfehlen.

Grundsätzlich stellen wir immer wieder fest – bei einem solchen Geschäft ist es wohl besonders gegeben –, dass es nicht in der gleichen Session von beiden Räten behandelt wird.

Ich beantrage Ihnen deshalb, den Verschiebungsantrag abzulehnen und an die sofortige Behandlung der Vorlage zu treten. Es wäre bedauerlich, wenn aus dieser Flugzeugbeschaffungs-Angelegenheit, die bis anhin einen breiten, ziemlich allgemeinen Konsens gefunden hat, schliesslich eine partelpolitische Kontroverse würde. Ich beantrage Ihnen in diesem Sinne, den Verschiebungsantrag abzulehnen.

M. Aubert: Je crois que M. le président de la Commission des affaires militaires peut garder pour lui l'étonnement qu'il exprime de n'avoir eu connaissance qu'aujourd'hui de la proposition que nous avons faite.

Ayant déposé ce texte le jeudi 4 décembre 1975 au secrétariat de l'Assemblée fédérale, je ne suis pas responsable du fait que, ce jour-là, les deux Chambres fêtaient leur président. Je ne suis pas responsable non plus du fait que nous n'ayons commencé qu'à 9 heures ce matin la

deuxième semaine de notre session. Si le programme préalable qui nous avait été soumis avait été respecté, vous auriez eu cette feuille déjà hier sur votre pupitre. Je ne suis pas responsable non plus des lenteurs qui sont imputables, vraisemblablement, à la traduction de ces textes de français en allemand.

C'était la seule précision que je tenais à apporter.

Bundesrat Gnägi: Ich muss Ihnen meinerseits sagen, dass ich überrascht bin über diesen Antrag der sozialdemokratischen Mitglieder des Ständerates, nachdem diese in der Kommission zugestimmt hatten. Ich habe ebenfalls zwei Bemerkungen anzubringen:

Einmal zur Einleitung in Verbindung mit Absatz 4: Wenn es wirklich so ist, dass die sozialdemokratische Fraktion die Notwendigkeit der Luftverteidigung bekräftigt und für die Landesverteidigung einsteht, dann muss ihre Antwort ein schlichtes und einfaches Ja sein. Denn wir wissen, dass wir zwei gravierende Lücken bei unserer Landesverteidigung haben: den Raumschutz und die Panzerabwehr. Zum zweiten möchte ich zum «Unbehagen» ein Wort sagen: Ich stelle fest, dass ein Unbehagen nur bei einzelnen wenigen Journalisten und bei einzelnen Persönlichkeiten besteht. Ich habe einen anderen Eindruck erhalten von diesem Unbehagen. Die Aufnahme der Pressekonferenz war sehr positiv. An dieser Pressekonferenz waren übrigens die beiden angetönten Experten ebenfalls anwesend; beide haben noch Fragen gestellt und haben in der Zwischenzeit gewisse Änderungen ihrer Auffassung vorgenommen. Ich mache darauf aufmerksam, und das will etwas heissen, dass hinter diesem Geschäft alle Vorberatenden Instanzen des Militärdepartementes stehen; es sind alle begrüsst worden. Die Antwort, die Herr Henchoz erhalten hat, nicht vom Militärdepartement, sondern von den Beteiligten der Luftkriegführung, von der AVIA, ist derart klar, dass jedenfalls keine Differenz und keine Unsicherheit besteht bei den Vertretern der Flugwaffe und der Flab. Das möchte ich mit aller Deutlichkeit unterstreichen. Ich selber bin überrascht, dass nicht aus eigenen Kreisen gewisse Nuancen oder verschiedene Standpunkte dargelegt werden.

Zu den Spezialisten, die beigezogen wurden, möchte ich mich nicht äussern, hingegen möchte ich Ihnen zwei Passagen vorlesen von denjenigen, die nun wirklich auf diesem Gebiet kompetent sind und die Verantwortung übernehmen müssen: Das sind der Generalstabschef, Herr Korpskommandant Vischer, und der Kommandant Flieger und Flab, Herr Korpskommandant Bolliger. Herr Vischer hat in der Kommission erklärt: «Wenn heute der Flugzeugbeschaffung im Ablauf Priorität zukommt, beruht dies hauptsächlich auf folgenden Gründen: Die Raumschutzlücke bei der Flugwaffe muss aus operativer Sicht heute stärker gewichtet werden als diejenige der Fliegerabwehr. Mit Flugzeugen, also vollständig mobilen Elementen, kann der Einsatz örtlich viel rascher verlagert werden als mit bodengebundenen Kanonen oder Lenk Waffen... Die für uns in Frage kommenden Fliegerabwehr Lenk Waffen der 2. Generation sind entwicklungs mässig noch nicht so weit fortgeschritten, dass im gegenwärtigen Zeitpunkt die eindeutige Beschaffungsreife erklärt werden könnte. Mit der Beschaffung eines Raumflugzeugs erreichen wir gleichzeitig eine Wertsteigerung unserer Erdkampfflugzeuge, da diese bei ihren Einsätzen in den meisten Fällen auf einen eigenen Raumschutz angewiesen sind; eine Aufgabe, die von der Fliegerabwehr gar nicht übernommen werden kann... Beim Tiger handelt es sich – die fliegerischen Leistungen haben das anlässlich unserer Truppenversuche in der Schweiz bewiesen – um ein typisches Raumschutzflugzeug, das die bei uns ausgeprägtesten Lücken zu schliessen vermag. Es ist nun richtig, dass heute auf dem Markt Flugzeuge angeboten werden, die nicht nur für den Raumschutz, sondern auch für weitere Aufgaben gleichermaßen geeignet sind. So sind z. B. Jagdflugzeuge neuester Bauart in dem Sinne polyvalent, dass sie auch in der Abfangjagd und zum Teil sogar im Erdsatz Leistungen zu

erbringen vermögen, die früher nur Einzweckflugzeugen vorbehalten waren.» Der Kommandant Flieger und Flab kommt nach einer sehr einlässlichen Orientierung der Kommission über dieses Flugzeug (er hatte eine Beurteilungsbasis geschaffen: Eigenschaften als Raumflugzeug, Hauptaufgabe des Tiger, geführter Raumschutz, ungeführter Raumschutz, Erprobung der Munition, Ergebnisse der Truppenversuche, Interzeption, Erdkampfaussichten bezüglich der Ausnutzung der vorhandenen Infrastruktur, Unterhalt, Fliegerabwehr) zum Schluss: «Die Truppenversuche ergaben, dass der Tiger für unsere Milizflugwaffe als Raumschutzjäger ausgezeichnet geeignet ist. Das Flugzeug ist in Ausrüstung, Bedienung und Unterhalt voll militärgläufig und entspricht trotz den im Vergleich zu polyvalenten Hochleistungsflugzeugen nicht zu übersehenden Beschränkungen unseren Anforderungen in optimaler Weise.»

Das sind die Aussagen jener Herren, die die erste Verantwortung für die Wahl eines Kriegsgerätes zu tragen haben. Eine Bemerkung zu Absatz 4: In aller Bescheidenheit stelle ich fest, dass die Zuwachsraten beim Militärdepartement im Vergleich mit jener in anderen Sparten des Budgets wirklich die kleinste ist. Wir können nicht das eine – die soziale Wohlfahrt – ausspielen gegen die Landesverteidigung. Hier gibt es meines Erachtens nicht ein Entweder-Oder, sondern es gibt nur ein Sowohl-Als-Auch.

Zur Arbeitsbeschaffung: Gerade dieser Frage hat der Vorsteher des Militärdepartements äusserste Aufmerksamkeit zukommen lassen. Ich erinnere daran, dass die Endmontage in Emmen vorgeschlagen wird, was die Beschäftigung in Emmen auf vier Jahre hinaus auslasten wird. Es darf aber, was die Arbeitsbeschaffungsmassnahmen betrifft, auch auf das Kompensationsabkommen verwiesen werden. In dieser Richtung haben wir jedenfalls der Arbeitsmarktlage volle Aufmerksamkeit gewidmet.

Der Antrag Aubert ist meines Erachtens abzulehnen. Ich glaube nicht, dass wir weitere Abklärungen brauchen. Mit aller Deutlichkeit sei darauf aufmerksam gemacht, dass beim Raumschutz und bei der Panzerabwehr in unserer Landesverteidigung Lücken bestehen. Es ist – glaube ich – Aufgabe der verantwortlichen Behörden, diese Lücken so rasch als möglich zu schliessen. Hier wird Ihnen eine Vorlage unterbreitet, die gründlich überprüft worden ist und mit gutem Gewissen Ihnen gegenüber vertreten werden kann. Ich beantrage deshalb, den Antrag des Herrn Ständerat Aubert abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Aubert	4 Stimmen
Dagegen	35 Stimmen

Hofmann, Berichterstatter: Die Vorlage des Bundesrates vom 27. August 1975 auf Beschaffung von 72 Kampfflugzeugen vom Typ Tiger knüpft an den Beschluss des Bundesrates vom 9. September 1972 an, auf die Beschaffung eines neuen Kampfflugzeuges – Milan oder Corsair – zu verzichten. Dieser, als «Nullentscheid» des BR in die Geschichte eingegangene Beschluss, hatte eine zeitliche Verlagerung der Flugzeugbeschaffung und eine Neufestlegung der Prioritäten für die Jahre 1973/74 und des Investitionsprogramms 1975–1979 des EMD zur Folge. Seiner Erklärung, am Willen, der Landesverteidigung die notwendigen Mittel weiterhin zu sichern, habe sich nichts geändert, unterstrich der Bundesrat mit der raschen Vorlage einer Ueberbrückungslösung auf Beschaffung von weiteren 30 Hunter-Flugzeugen, der die beiden Räte in der Frühjahrs-session 1973 zustimmen.

Eine zur Neubeurteilung der Lage nach dem Nullentscheid in Auftrag gegebene Studie des Generalstabchefs, unter Beizug der Kommission für militärische Landesverteidigung, vom 15. Dezember 1972 gelangte zum Ergebnis, dass die Rolle, welche die Flugwaffe innerhalb der Konzeption für die militärische Landesverteidigung zu spielen hat, grundsätzlich keine Aenderung erfahren habe; allerdings komme dem Raumschutz in Zukunft gegenüber dem Erd-

kampfeinsatz erste Priorität zu, so dass das neue Flugzeug, entgegen der bisherigen Planung, den Raumschutz zu übernehmen und das Gros der zahlen- und kampfwertmässig verstärkten Hunter-Flotte für den Erdsatz zu verwenden sei.

Diese Konzeption wurde im Bericht über die schweizerische Sicherheitspolitik übernommen. Im neuesten Bericht über das «Armeeleitbild 80» vom 29. September 1975 erklärt der Bundesrat, dass die Unterstützung der Erdtruppen Hauptaufgabe der Flugwaffe und Fliegerabwehr bleibe. Diesem Hauptzweck dient in erster Linie die Bekämpfung von Erdzielen und der Raumschutz, der eine zeitlich und räumlich begrenzte Form der Luftverteidigung darstellt und insbesondere notwendig sein wird in der Mobilmachungs- und Aufmarschphase, für den Schutz eigener Erdkampfflugzeuge im Fluge und zugunsten der Panzerverbände.

Gegen Ende des laufenden Jahrzehntes würde sich nun vor allem im Bereiche des Raumschutzes eine Lücke ergeben, die durch die vorhandenen Flugzeuge nicht überbrückt werden könnte. Gestützt auf die Erkenntnis, dass unsere grösste Verteidigungslücke zurzeit im Raumschutz liege, konzentrierte sich die Beschaffung auf ein Flugzeug, das, in Verbindung mit der Verstärkung der Fliegerabwehr, dieser primären Aufgabe gerecht werde. Entsprechend dieser Neubeurteilung folgte die Festlegung der militärischen Grobanforderungen für das neue Flugzeug, deren Detailbearbeitung im militärischen Pflichtenheft ihren Ausdruck fand. Parallel zur Ueberprüfung der Konzeption der Luftkriegführung verlief die Vorevaluation, in die vier Jagdflugzeuge und drei Erdkampfflugzeuge einbezogen waren.

Auf das nun mit aller Gründlichkeit durchgeführte Evaluationsverfahren braucht hier nicht näher eingegangen zu werden. Es handelt sich weitgehend um technische Probleme, die abzuklären Aufgabe der Fachgremien war. Wenn kürzlich in dem etwas sensationell aufgelegenen Zeitungsartikel Moser behauptet wurde, die Anforderungen seien dem Flugzeug angepasst, es sei also gewissermassen zuerst das Flugzeug bestimmt worden und darnach habe man die Grobanforderungen und das Pflichtenheft ausgestaltet, so ist das als unsachliche Verdächtigung zurückzuweisen. Grobanforderungen und Pflichtenheft hatten der Neubeurteilung zu entsprechen; darnach wurden die geeigneten Flugzeugtypen in Evaluation gezogen. Am 23. Januar 1974 entschied der Bundesrat, dass sich diese nunmehr auf das amerikanische Muster F-5 E Tiger der Firma Northrop zu konzentrieren habe. Darauf wurden 1974 zur Verifizierung der Leistungen und Abklärung der Eignung Truppenversuche in der Schweiz durchgeführt. Hierzu wurden mit zwei Flugzeugen in 62 Flügen 59 Flugstunden aufgewendet. In ergänzenden Tests sind durch schweizerische Militärpiloten in den USA vor und nach diesen Versuchen in der Schweiz weitere 31 Stunden geflogen worden, so dass sich die heutige Beurteilung auf eine Gesamtflugstundenzahl von 90 bezieht. Diese Stundenzahl gewährleistet ein fundiertes Urteil über die Eignung des Flugzeuges und seine Einsatzmöglichkeiten.

Man hat uns in der Kommission versichert, dass der Grad der Erprobung des Tiger der höchste jemals bei einem Flugzeug vor dem Beschaffungsentscheid durchgeführte gewesen sei. Die Truppenversuche ergaben zusammenfassend, dass der Tiger für unsere Milizflugwaffe als Raumschutzjäger ausgezeichnet geeignet ist, insbesondere: Das Flugzeug kann im Einsatz durch das vorhandene System Florida geführt werden, es kann aber auch ohne Florida operieren; das Flugzeug eignet sich für die ihm gestellte Hauptaufgabe, den Raumschutz, und füllt damit die bestehende grösste Verteidigungslücke aus. Die Militärgläufigkeit ist gegeben, das Flugzeug ist fliegerisch, unterhalts- und wartungsmässig relativ unproblematisch; die Erprobung der Munition ergab, entgegen gewisser Kritik, dass sie der bei uns eingeführten 30-mm-Munition des Hunter und der Mirage praktisch ebenbürtig ist; obwohl das Flugzeug primär konzipiert ist für die Aufgabe des Raumschutzes in

Höhen bis 6000 m, ist es doch so angelegt, dass es mit relativ geringen Änderungen für Nebenaufgaben, wie Interzeption und Erdkampf, umgewandelt werden kann. Das Flugzeug zeichnet sich durch eine ausserordentliche Wendigkeit aus; es handelt sich um ein erprobtes, in Serien hergestelltes Flugzeug, dessen Beschaffung praktisch kein Risiko darstellt; für den Einsatz in der Schweiz sind nur geringfügige Anpassungen notwendig, die sogenannte «Helvetisierung» hält sich in engen Grenzen; die vorhandene Infrastruktur – finanziell von sehr grosser Bedeutung – (Kavernentauglichkeit, Benützung der Flugplätze usw.) genügt weitgehend und erfordert keine grossen Anpassungen.

Zusammenfassend hält der Kommandant der Flieger und Fliegerabwehrtruppen fest, dass die Truppenversuche in der Schweiz und die ergänzenden Abklärungen in den USA ergeben haben, dass der Tiger als Raumschutzjäger für eine Flugwaffe wie die unsrige ausgezeichnet geeignet ist. Das Flugzeug ist in Bedienung, Betrieb und Unterhalt militärgläubig und entspricht voll den Anforderungen des militärischen Pflichtenheftes. Alle Fachgremien befürworten die Anschaffung des Tiger; in seltener Einmütigkeit stehen diese Instanzen und Persönlichkeiten hinter dem Antrag, so dass es weder für den Bundesrat fraglich sein konnte, noch nunmehr für das Parlament, sich dem Urteil der Fachleute in fachlicher Hinsicht anzuschliessen. Dabei besteht keineswegs eine unkritische Tiger-Euphorie, das Flugzeug wird nicht einfach «in den Himmel gelobt». Ihre erweiterte Militärkommission ging bewusst kritisch an die Prüfung der Vorlage und verlangte Auskunft auf alle kritischen Einwendungen, die bis dahin zu hören waren. Gemäss Kommissionsprotokoll führte der Generalstabschef u. a. aus:

«Grund zu einer ‚Tiger-Euphorie‘ besteht nicht. Leistungsfähigere und vielseitiger verwendbare Flugzeuge würden einen grösseren Beitrag zur Kampfkraftverstärkung leisten. Wenn wir darauf verzichten, hat dies zwei Gründe: Hochleistungs-Mehrzweckflugzeuge in ausreichenden Zahlen finden in dem uns gesteckten Finanzrahmen der siebziger Jahre keinen Platz. Andererseits reichen die Leistungen des Tiger aus, um die dringendste Lücke in unserer Luftverteidigung bis Ende der siebziger Jahre zu schliessen. Mit dem Tiger erwerben wir nicht das bestmögliche, sondern das unbedingt notwendige Flugzeug.» Aehnlich der Kommandant Flieger und Flab, Herr Korpskommandant Bolliger: «Es gibt bessere Flugzeuge als der Tiger. Aber nicht nur beim Kauf, sondern auch beim Betrieb sind Randbedingungen gesetzt: Die Flugzeuge müssen mit einem vernünftigen Aufwand betrieben werden können. Bei all diesen polyvalenten Flugzeugen ist dies nicht der Fall.»

In weiser Beschränkung haben sich also die Fachorgane auf ein Flugzeug geeinigt, das für uns technisch und finanziell noch tragbar ist. Auch andere Länder haben erkannt, dass die an sich wünschbare Polyvalenz der Kampfflugzeuge kaum mehr bezahlt werden kann. Der Artikel Moser schliesst mit dem Bekenntnis, dass «die Staaten rund um uns herum für gleichviel Flugzeuge dreimal soviel Geld ausgeben»; in der Tat hätten z. B. 30 hochmoderne, polyvalente Mirage-Flugzeuge F1 erheblich mehr gekostet. Man nannte uns dafür einen Betrag von 1,7 Milliarden.

Und nun noch einige Bemerkungen zur konkreten Beschaffung:

Es werden 72 Flugzeuge beantragt für vier Fliegerstaffeln zu je 18 Flugzeugen, 6 Zweisitzer, geeignet für Ausbildungszwecke, und 66 Einsitzer. Die ersten 19 Flugzeuge sollen Anfang 1979 abgeliefert werden, die restlichen 53 bis zum Frühjahr 1981.

Die Kosten pro Flugzeug, ohne Munition und Ersatz- und Bodenmaterial, Logistik und Infrastruktur, belaufen sich auf rund 10 Millionen Franken. Nachgesucht wird ein Verpflichtungskredit von 1170 Millionen; die zwischen Bestellung und Auslieferung anfallende Teuerung wird auf rund 150 Millionen Franken geschätzt, die mit einem Zusatzkreditbegehren anzufordern sein werden.

Von grosser Bedeutung ist das Währungsrisiko. Der Vertrag muss in US-Dollars abgeschlossen werden. Die Kostenberechnungen basieren auf einem angenommenen Wechselkurs von Fr 2.60 pro Dollar, was bei einem Verpflichtungskredit von 450 Millionen Dollar die erwähnten 1170 Millionen Schweizerfranken ergibt. Eine Kursdifferenz von 10 Rappen pro Dollar macht 45 Millionen Franken aus. Was mit einem eventuellen Kursgewinn geschehen würde, sagt die Botschaft auf Seite 12: Der Bundesrat behält sich Anträge vor, eventuell mehr als 72 Flugzeuge zu beschaffen, wenn der bewilligte Kredit dazu ausreicht.

Die Nationalbank erhielt vom Bundesrat rechtzeitig die Aufgabe, die für die Finanzierung der Flugzeuge nötigen Dollars zu beschaffen. Das ist zu günstigen Kursen geschehen, so dass die Nationalbank dem Bund Dollars zu vorteilhaften Bedingungen wird abgeben können. Die Kommission liess sich darüber durch den Generaldirektor der Nationalbank, Herrn Leutwyler, näher orientieren.

Von Anfang an waren die vorbereitenden Gremien bestrebt, womöglich der schweizerischen Industrie eine Beteiligungsmöglichkeit zu beschaffen.

Die primäre Chance einer Teillizenzfabrikation schied aber bald angesichts der damit verbundenen Mehrkosten von rund 100 Millionen Franken aus, leider – sage ich –, weil damit der einheimischen privaten Flugzeugindustrie eine Chance hätte geboten werden können.

Vorab im Interesse des Eidgenössischen Flugzeugwerkes Emmen, das sich vor eine kritische Beschäftigungs- und Übergangsperiode gestellt sieht, ergriff man die Möglichkeit der Endmontage von 53 der 72 Flugzeuge in diesem Werk. Das bringt ihm ein Auftragsvolumen von rund 40 Millionen Franken und damit die Sicherung von etwa 70 Arbeitsplätzen für vier Jahre. Die mit dieser Endmontage verbundenen Mehrkosten werden auf 25 Millionen Franken geschätzt, denen ungefähr 20 Millionen Franken bessere Betriebsergebnisse des Flugzeugwerkes gegenüberstehen sollen. Damit kann dem Werk Emmen, dem für die Wartung und die Reparatur der zu kaufenden Flugzeuge, aber auch für unsere Rüstung ganz allgemein grosse Bedeutung zukommt, für einige Zeit geholfen werden.

Die weiteren Bemühungen, der Schweizer Industrie aus dem grossen Flugzeuggeschäft eine Beteiligung zu verschaffen, führten schliesslich zum Abschluss eines Abkommens über Kompensationsgeschäfte, abgeschlossen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft, vertreten durch das EMD, und der USA-Regierung, vertreten durch deren Verteidigungsministerium. Ziel der Vereinbarung ist, den Kaufpreis für die Flugzeuge in grösstmöglichem Ausmass, mindestens aber zu 30 Prozent, mit Gegengeschäften, zusätzlichen Lieferungen aus der Schweiz zu kompensieren. Die Abwicklung soll innert acht Jahren erfolgen, mit Ueberprüfung des Ablaufs durch Vertreter beider Parteien alle zwei Jahre. Das Abkommen hat Kritik gefunden, insbesondere aus Kreisen der einheimischen Flugzeug- und verwandten Industrien, denen durch den Kauf des fertigen Flugzeuges in USA erhebliche Auftragsmöglichkeiten entgehen, und für welche, wie es scheint, die Kompensationsmöglichkeiten eher beschränkt sein werden. Das Abkommen wurde auch in der Kommission, der es in Uebersetzung vorlag, kritisch gewürdigt. Es enthält offenbar weniger konkrete, vertragliche Abmachungen; das Abkommen beruht mehr auf Vertrauen und gutem Willen. Wie weit es der Schweizer Industrie möglich sein wird, zusätzliche Lieferungen «unter Beachtung des Grundsatzes der Konkurrenzfähigkeit» zu tätigen, muss sich noch erweisen. Man tut wohl gut daran, die Erwartungen nicht zu hoch zu setzen; Enttäuschungen bei einzelnen Industrien dürften nicht ausbleiben. Im Einvernehmen mit dem EMD hat der Verein Schweizerischer Maschinenindustrieller (VSM) eine besondere Organisation für diese Gegengeschäfte mit den USA geschaffen, die sich um die Koordination der schweizerischen Anstrengungen bemüht und die Zusammenarbeit mit der amerikanischen Industrie sowie den Abschluss von Gegengeschäften fördern soll; diese Organisation wird auch die Interessen von Firmen vertreten, die nicht dem

VSM oder anderen Branchen als der Maschinenindustrie angehören.

Die bisherigen Erfahrungen mit dem Abkommen, dessen Abwicklung begreiflicherweise erst im Anfangsstadium steht, sollen positiv, hoffnungsvoll sein. Angesichts der psychologischen und finanziellen Bedeutung des Kompensationsabkommens für unsere Industrie schlägt die Kommission zu Artikel 2 einen neuen Absatz 3 vor in dem Sinne, dass die Bedeutung des Abkommens unterstrichen und die Stellung des Bundesrates sowie des Militärdepartements bei dessen Erfüllung gestärkt werden soll.

Eine Bemerkung zu den diskutierten Geschäftspraktiken der Firma Northrop, die Gegenstand parlamentarischer Anfragen bildeten. Das Militärdepartement beauftragte Professor Dr. Trechsel, Staatsanwalt in Bern, mit einer Untersuchung. Dessen Bericht, der der Kommission ausgehändigt wurde, gelangt zum Ergebnis: «Im Zusammenhang mit der beabsichtigten Beschaffung der Kampfflugzeuge Tiger kamen oder kommen weder von der Firma Northrop – noch von anderen Beteiligten – in der Schweiz Geschäftspraktiken zur Anwendung, die in rechtlicher oder anderer Hinsicht zu beanstanden sind. Die Ermittlung brachte ferner nicht die geringsten Anhaltspunkte dafür, dass irgendein anderer Dritter in anfechtbarer Weise in der Schweiz für Northrop tätig geworden wäre.» Die Kommission erklärte sich davon befriedigt.

Im Namen der am 14. November 1975 tagenden einstimmigen erweiterten Militärkommission, die mit Unterlagen und Auskünften sehr eingehend orientiert worden war, sich aber auch bewusst war, dass die parlamentarische Überprüfung solcher Vorlagen in technischer Hinsicht begrenzt und dass es weitgehend eine Frage des Vertrauens in die vorbereitenden Instanzen ist, ersuche ich Sie, auf die Vorlage einzutreten und ihr zuzustimmen.

M. Bourgknecht: La volonté du peuple suisse de faire respecter l'intégrité de son territoire se concrétise notamment par l'organisation de son armée. L'efficacité de celle-ci dépend évidemment de son équipement, pour lequel le Parlement a sa part de responsabilité, qu'il doit précisément assumer lors de l'examen auquel il se livre du message du Conseil fédéral relatif à l'acquisition d'avions de combat.

La dotation de l'armée dans le domaine de l'aviation a généralement suscité des controverses. Les spécialistes préconisent souvent des solutions divergentes et l'opinion publique est particulièrement sensible à l'engagement d'une dépense élevée, comme aussi aux arguments de ceux qui excipent de l'inefficacité de notre aviation en face des forces bien supérieures auxquelles elle serait confrontée en cas de conflit.

En réalité, notre armée forme un tout et sa force réside, outre dans la volonté de défense du peuple, dans l'équilibre de son équipement, de sorte que, même petite, elle n'ait pas de points faibles et soit en mesure d'intervenir partout où la nécessité s'en fait sentir. Nous ne saurions demander à nos hommes d'aller au combat sans leur donner un maximum de chance dans la lutte contre l'ennemi et, sous ce rapport, personne ne doute que l'aviation soit indispensable. Certes, en cas de conflit généralisé, serions-nous appuyés par ceux qui seraient devenus nos alliés mais, en premier lieu, nous devons compter sur nous-mêmes et ne pas oublier que nous risquons bien de supporter seuls le premier choc d'une attaque. Pour ce motif déjà, une aviation suisse est indispensable pour contribuer à l'efficacité de la défense terrestre.

Quant au choix de l'avion, il n'est pas aisé à opérer. L'acquisition d'un appareil offrant tous les avantages techniques et tactiques, si tant est qu'il existe, entraînerait une dépense allant au-delà de nos moyens et nous ne saurions accepter d'utiliser l'essentiel des crédits réservés à la défense nationale en faveur de l'aviation, mais au détriment des autres armes dont les besoins ne pourraient plus être satisfaits. D'un autre côté, les seules considérations financières sont insuffisantes à déterminer notre

choix, car la solution du meilleur marché ne peut être retenue si elle se heurte au reproche de l'inefficacité.

La proposition du Conseil fédéral relative à l'achat de 72 Tiger paraît raisonnable même si, et cela est bien naturel, elle ne représente pas l'idéal au vu des impératifs dont il fallait tenir compte. En optant pour un avion de combat destiné à la couverture aérienne, notre gouvernement a raison, dès lors que les Hunter sont en mesure d'assumer l'autre tâche dévolue normalement à l'aviation, soit l'attaque d'objectifs terrestres. Le nombre de 72 paraît normal, compte tenu de l'organisation de notre aviation et de ses besoins. Il est vrai que l'évaluation principale s'est faite en fonction d'un choix pratiquement opéré à la fin de la phase de la préévaluation, au point que l'on doit se demander si celle-ci était encore tout à fait objective et si les exigences de qualité et de performance n'ont pas été déterminées en fonction de ce que le Tiger paraissait offrir. En réalité, les considérations d'ordre financier avalent rapidement exclu les autres appareils qui auraient pu entrer en ligne de compte et il est finalement apparu que les possibilités offertes par le Tiger convenaient aux besoins de notre aviation, de sorte que son acquisition pouvait être recommandée.

D'un point de vue économique, le choix du Tiger présente deux aspects positifs non négligeables. D'une part, son montage se fera partiellement en Suisse, ce qui permet de maintenir 70 postes de travail à la fabrique d'Emmen. D'autre part, le Conseil fédéral a obtenu, pour l'industrie suisse, une participation à cet important achat sous forme de commandes compensatoires. On doit à la vérité de dire que l'accord réalisé avec les Etats-Unis ne donne pas de garanties absolues quant à la passation de commandes à notre industrie par deux des maisons américaines intéressées à la vente de Tiger puisqu'il faut encore que nos produits soient concurrentiels. Il n'en demeure pas moins que les conditions arrêtées sont de nature à favoriser notre industrie et à lui donner une chance supplémentaire de réaliser des affaires intéressantes pour l'économie de notre pays. Si la bonne foi préside à l'exécution de l'accord autant qu'à sa signature, nul doute que le but puisse être atteint. En cas contraire, nous ne pourrions que déplorer l'attitude de notre partenaire sans que l'on puisse toutefois regretter la décision d'achat des Tiger dès lors que ceux-ci étaient pratiquement les seuls à convenir à nos possibilités et à nos impérieux besoins du moment.

Avec la Commission des affaires militaires, dont j'ai l'honneur d'être membre, je vous propose d'entrer en matière.

Honegger: Der Präsident unserer Militärkommission hat die Beschaffungsgeschichte des Tiger sehr klar und überzeugend dargelegt. Er hat meines Erachtens auch mit Recht die äusserste Sorgfalt gewürdigt, mit der die Vorbereitung des Tiger-Kaufes begleitet wurde. Ich war als Kommissionsmitglied ebenfalls beeindruckt, wie gründlich die Planungs- und Beschaffungsvorbereitung durch die verantwortlichen Stellen des EMD vorgenommen wurde. Auffallend war für mich vor allem die Einheitlichkeit der Auffassungen aller militärischen Stellen, die bei der Beschaffung irgendwie eine Verantwortung zu tragen haben. Das war nicht immer so. Es gab verschiedene Geschäfte beim Militärdepartement, bei denen die militärischen Köpfe nicht immer gleicher Meinung waren. Das hat zu den bekannten Unsicherheiten – insbesondere bei den politischen Instanzen – geführt. Diesmal kann man wirklich von einer «unité de doctrine» sprechen, was die Arbeit der Kommission und wohl auch des einzelnen Parlamentariers sehr erleichtert hat. Persönlich stütze ich mich sehr gerne auf das Urteil von Fachleuten. Voraussetzung ist allerdings, dass diese einig sind. Diesmal war es der Fall. Ich glaube, man darf auch sagen, dass der Tiger in der Öffentlichkeit und in der Presse (im Gegensatz zu dem, was uns Herr Aubert dargelegt hat) gut aufgenommen worden ist. Das ist nicht ganz selbstverständlich; erinnern wir uns nur an die Debatten z. B. über den Mirage- oder den Corsair-Kauf.

Natürlich gab es einige kritische Stimmen; das ist durchaus verständlich und auch normal. Einige dieser Stimmen wurden bereits durch Herrn Aubert erwähnt. Es handelt sich um den ausgedienten – wenn ich so sagen darf – Obersten Henchoz und einen Zürcher Journalisten Moser beim «Tages-Anzeiger». Diese beiden Artikel wurden auch von verschiedenen anderen Presseorganen übernommen. Aber wesentliche andere kritische Stimmen sind mir – wenigstens bis heute – nicht zugetragen worden.

Darf ich mich ganz kurz mit der Argumentation der beiden Herren von der Presse auseinandersetzen? Zunächst möchte ich den Vorwurf zurückweisen – wie das bereits der Herr Kommissionspräsident getan hat –, das Parlament und insbesondere die Militärkommission sei unvollständig und unrichtig orientiert worden. Es ist klar, dass in der Botschaft des Bundesrates nicht alle technischen und militärischen Details der Evaluation und Beschaffung ausbreitet werden können. Im militärischen Bereich gibt es aus verständlichen Gründen Dinge, die der Öffentlichkeit nicht zugänglich gemacht werden können. Ich halte aber fest, dass die Militärkommission sehr eingehend orientiert worden ist über alle Aspekte des Tiger, und zwar nicht nur mündlich durch die Fachleute, sondern speziell auch durch einen geheimen Sonderbericht. Die verantwortlichen Stellen haben auch alle Fragen offen und erschöpfend beantwortet. So wurde auch die kritische Bemerkung des Herrn Moser, was die Bordkanone und die 20-mm-Munition betrifft, in der Kommission eingehend behandelt. Der Herr Präsident hat bereits darauf hingewiesen. Auch die Ausnutzung der vorhandenen Infrastruktur wurde in der Kommission gründlich abgeklärt.

Die von den Herren Henchoz und Moser in der Presse geäußerte Kritik ist also – wenigstens aus meiner persönlichen Sicht – nicht stichhaltig. Der Vorwurf, im Falle des Tiger hätte man zunächst das Flugzeug gewählt und dann die Konzeption und die Anforderungen entsprechend angepasst, ist völlig aus der Luft gegriffen. Ich kann mich hier sehr kurz fassen, da der Kommissionspräsident diesen Vorwurf mit Recht ebenfalls zurückgewiesen hat. Ich möchte aber daran erinnern – was die Kritiker immer wieder übersehen und vergessen –, dass die Hauptaufgabe der Flugwaffe nicht nur in der Bekämpfung von Erdzielen besteht. Die Botschaft sagt das sehr deutlich: «Die Hauptaufgabe der Flieger und Fliegerabwehr ist die Unterstützung der Erdtruppen durch Raumschutz und die Bekämpfung von Erdzielen.» Für die Bekämpfung von Erdzielen wird die Hunter-Flotte eingesetzt, die bekanntlich um 60 Flugzeuge vergrößert und für den Erdkampf entsprechend umgerüstet worden ist. Hingegen können die im Raumschutz bestehenden Lücken mit den heute verfügbaren Flugzeugen in unserer Armee und auch mit den Fliegerabwehrwaffen auch bei minimalsten Anforderungen einfach nicht überbrückt werden.

Dieser Raumschutz ist notwendig, vor allem in der Mobilisierungsphase und in der Aufmarschphase für unsere Armee, dann aber auch für den Schutz unserer eigenen Erdkampfflugzeuge, nicht zuletzt auch zum Schutz der Panzerverbände. Diesem Raumschutz kommt nun heute Priorität zu. Man vergisst gerne, dass bei der Beschaffung des Corsair eine andere Konzeption bestand. Damals stand der Erdkampfflieger im Vordergrund; heute sind die Prioritäten gewechselt worden, heute steht der Raumschutzjäger im Vordergrund. Ich glaube, das muss man zur Kenntnis nehmen, wenn man den Tiger richtig beurteilen will.

Beim Tiger handelt es sich also um ein typisches Raumschutzflugzeug. Es ist richtig, dass heute auf dem Markt – Herr Bundesrat Gnägi hat bereits darauf aufmerksam gemacht – Flugzeuge angeboten werden, die nicht nur für den Raumschutz, sondern auch für die Bekämpfung von Erdzielen geeigneter sind, und solche polyvalente Flugzeuge wären zweifelsohne auch für unsere Armee erwünscht. Aber die passen nun einfach nicht in unseren Finanzrahmen.

Ich möchte auch bestätigen, dass unsere Kommission ihre Beratungen keineswegs in einem Klima der Tiger-Euphorie durchführte, ganz im Gegenteil. Die Kommission war sich durchaus bewusst, Herr Aubert, dass unsere Armee mit dem Tiger kein Hochleistungs-Mehrzweckflugzeug und keine Wunderwaffe erhält, sondern ein Flugzeug, das ganz einfach in der Lage ist, eine der dringendsten Lücken in unserer Luftverteidigung wenigstens für die nächsten Jahre, sagen wir bis zum Anfang der achtziger Jahre, zu schliessen.

Darf ich noch ein Wort sagen zu den Kompensationsgeschäften. Man geht offensichtlich zu weit, wenn man die Vereinbarung über die Kompensationsgeschäfte einfach als «Non-valeur» abtun will, wie das vor allem auch im «Tages-Anzeiger» geschehen ist. Diese Vereinbarung ist immerhin von zwei Verteidigungsministern unterzeichnet worden, und deshalb kommt ihr sicher eine gewisse Bedeutung zu. Ich verkenne aber auf der anderen Seite auch die Schwierigkeiten der Durchführung dieser Abmachung nicht. Die Kommission konnte allerdings feststellen, dass amerikanischer- wie auch schweizerischerseits mit recht viel gutem Willen an die Arbeit gegangen wurde. Nun muss man aber bedenken, dass wir uns in der Anfangsphase befinden und dass die Kompensationsaufträge ja innerhalb einer achtjährigen Vertragsperiode abgeschlossen werden sollen. Man kann also heute, wo das Parlament dem Tiger-Kauf noch nicht einmal zugestimmt hat, sicher nicht erwarten, dass nun die Kompensationsaufträge in grösserem Umfang bereits spruchreif wären. Es wird allerdings notwendig sein – und da lege ich persönlich sehr viel Wert darauf –, dass der Bundesrat die Abwicklung des Kompensationsgeschäftes laufend verfolgt und die amerikanischen Stellen immer wieder darauf aufmerksam macht, dass das Parlament erwartet, dass die Absichtserklärung in vollem Umfang honoriert wird. Und diesem Zwecke dient ja auch der Zusatz im Bundesbeschluss über die Informationspflicht des Bundesrates gegenüber den Räten, von der unser Präsident bereits gesprochen hat.

Ich komme zum Schluss: Der Bundesrat hat bei der Unterzeichnung der Schlussakte der Konferenz für Sicherheit und Zusammenarbeit in Helsinki sehr deutlich festgehalten, dass die Aufrechterhaltung einer den Bedrohungen eines modernen Krieges entsprechenden Verteidigung für unser Land einer zwingenden Notwendigkeit entspricht. Diese klar formulierte Forderung des Bundesrates nach Wehrbereitschaft muss nun auch konkretisiert werden, und wir entscheiden heute, ob unsere Armee ein taugliches Instrument unserer Sicherheitspolitik ist und bleibt.

Ich stimme mit Ueberzeugung dem Kauf dieser 72 Tiger-Flugzeuge zu.

Graf: In meiner zwölfjährigen Zugehörigkeit zu diesem Rat sind die Flugzeugbeschaffungsvorlagen nicht gerade das Edelste, an das man zurückdenkt. Zu Beginn hatten wir die Kalamität mit der Mirage-Beschaffung. Wir sahen damals, dass das technisch hochstehende Ziel vollkommen erreicht werden wollte mit Mitteln, zu denen das Parlament und das Volk nicht mehr ja sagen konnten. Wir haben dann auf wissenschaftlicher Basis den Corsair erprobt; ich durfte in der Kommission sein. Es war eindrücklich, mit welcher Sorgfalt und mit welchem Einsatz das bestmögliche Flugzeug geprüft wurde. Dabei sassen im Bundesrat damals schon Herren, die genau wussten, dass wenn der grosse Kredit kommen würde, man nein sagt, und genau so ist es herausgekommen. Wir möchten heute sagen: Wir dürfen dankbar sein, dass sich die Armeeführung bemüht hat, etwas zu finden, das unseren Zwecken genügt und für das nicht allzu viel ausgegeben werden muss. Ich sage Allgemeinheiten, wenn ich feststelle, dass eine wehrbereite Armee einsatzfreudige Wehrmänner haben muss, und dass daneben aber auch die materiellen Grundlagen vorhanden sein müssen.

Ein Blick zurück: Beim Neuenburgerhandel hat General Dufour Operationspläne gemacht, wie die Schweizer Ar-

mee gegen Preussen nach Süddeutschland vorrücken würde. Die geistige Haltung muss damals hervorragend gewesen sein; davon zeugt noch das schöne Lied «Roulez Tambours». Wenn Sie aber den Bericht von Dufour selbst nachlesen, war es mit der materiellen Bereitschaft nicht sehr weit her, und in diesem Sinne ist es sehr fraglich, ob die strategischen Pläne mit der damaligen sehr lockeren und locker geführten Armee hätten erreicht werden können. Die gleiche Klage von General Herzog im Siebziger Krieg: Wir waren nicht bereit. Denken Sie doch, ich glaube, mit ein paar Bataillonen hat man die Bourbakiarmee glücklicherweise ent Waffen können, und es ist niemandem in den Sinn gekommen, sie zu verfolgen. Wenn man nicht ganz bereit ist, ist das Trostvolle beim Militär immer, dass die anderen es auch nicht sind. Ich erinnere Sie an die bedenklichen Aussagen von General Wille über den Stand der Schweizer Armee 1914. Das sind nun doch Tatsachen. Die materielle Bereitschaft war eigentlich nie vorhanden, und wir sind gerne bereit, den Finger auf die Wunden der Nachlässigkeiten unserer Vorfahren zu legen. Und nun tun wir das ja ausgesprochen mit den politischen Behörden, die für die Geschicke unseres Landes 1939 bis 1945 verantwortlich waren. Wir sahen doch, und wir können das in den Fernsehserien sogar noch anschauen, wie wenig hart die Bundesräte und einzelne Armeeführer gewesen wären. Wissen Sie warum? Weil sie genau wussten, dass man 1939 nicht bereit war, dass man 1936 die Kirchenglocken läuten musste, damit endlich das Notwendigste in finanzieller Hinsicht für unsere Armee getan wurde. Es ist ja erfreulich, wie das Bundesrat Max Weber, unser nachmaliger Kollege im Nationalrat, mit Ueberzeugung in der Ring-Serie gesagt hat, bei der Mobilmachung 1939 hätte er auf eigene Kosten ein altes Langgewehr für 5 Franken gekauft und wäre zur Ortswehr eingerückt. Ehre solchem Mann und solcher Gesinnung! Aber viel besser und nützlicher wäre es natürlich gewesen, wenn man ab 1933 schon die notwendigen finanziellen Verpflichtungen auf sich genommen hätte und eine Armee dagestanden wäre, die vielleicht auf die damalige – Ehre ihrem Andenken – Ortswehr hätte verzichten können.

Wo stehen wir nun heute? Wenn wir auf die Jahre 1939 bis 1945 zurückschauen, müssen wir feststellen, dass es nur andere bedrohliche diktatorische Fäuste sind, die ziemlich nahe sind, und um einmal einen englischen Historiker zu zitieren und Ihnen auch zu sagen, in welcher Krise der Entscheidungsfreiheit wir auch immer sind: Es gibt ein neueres Buch über das Dritte Reich, vom englischen Historiker David Irving und nennt sich «Hitler und seine Feldherren». Darin steht in bezug auf den Ueberfall auf Dänemark und Norwegen und das zögernde Eingreifen von England: «Es sollte eine mahnende Erfahrung jener Zeit und Ereignisse bleiben, dass Demokratien frühzeitig, ja vorzeitig Vorkehrungen treffen müssen, um auf Sofortentscheidungen von Diktaturen zeitgerecht reagieren zu können.»

Sie begreifen jetzt, dass ich heute jedem Verschiebungsantrag entgegnet haben musste. Diese Diktaturen existieren jetzt noch, das sind nicht Aeusserungen einer Kriegsgurgel, sondern ich stelle nur fest: Diesem holden Frieden sind in Mitteleuropa zwei Staaten zum Opfer gefallen. Denken Sie daran – vielleicht haben Sie beim Ungarnaufstand das Radio gehört – wie durch die Edelkommunisten (in dieser Beziehung über alle Zweifel erhaben) Nagy und Maletzer der Ruf ertönte: Helft uns, helft uns! Wir haben natürlich nicht geholfen, vielleicht aus guten Gründen nicht. Denken Sie an den Ueberfall auf die Tschechoslowakei, wo man einen humanitären Sozialismus einführen wollte. Als sich die Ungarn wehrten, hat man sie erschossen. Herr Dubcek und seine Freunde dürfen heute untergeordnete Arbeit verrichten und sind ständig unter einem Druck. – Das brauche ich nicht im Ostinstitut zu lesen; Sie können in unserer Presse verfolgen, dass nun in Jugoslawien die grösste Sorge herrscht, ob beim Tode von Tito nicht auch eine stalinistische Gruppe den grossen Roten Bruder zu Hilfe rufen würde. Ich meine, wir sind heute um kein Haar in einer komfortableren Lage als es unsere Vor-

fahren gegenüber den Faschisten in Italien und den Nationalsozialisten in Deutschland waren. Entschuldigen Sie die langen Ausführungen; das ist die Ausgangslage.

Ich meine, für eine kampfbereite und eine wehrbereite Armee müssen wir in der 40. Legislaturperiode die Weichen stellen, damit dann in der 41. Legislaturperiode vielleicht mit der nötigen Härte und auch mit der Gewissheit, dass wir stark sind, auf irgendwelche Erpressung geantwortet werden kann. Das ist unsere Pflicht, und dazu gehört z. B. heute – Herr Bundesrat Gnägi hat es Ihnen gesagt – eine Flugwaffe. Diese Lücke muss jetzt geschlossen werden und nicht irgendwann. Ich möchte Herrn Hofmann nicht wiederholen. Man konnte sich als Laie von den wirklichen Sachverständigen und Spezialisten überzeugen lassen, dass der Tiger, durch gut ausgebildete Leute geflogen, richtig eingesetzt, seine Wirkung tun wird. Uebrigens – Herr Aubert –: In Ihrem Papier heisst es «hervorragende Luftfahrtspezialisten». Es scheint eine Eigenart gewisser Leute in der Schweiz zu sein, dass sie sich als Spezialisten und Fachleute titulieren. Komischerweise müssen sie das immer selbst tun. Auch bei Schriftstellern und anderen ist es so. Sie sagen immer: Wir sind Fachleute, doch haben sie den Auftrag von nirgends her, sondern sie setzen sich selbst auf den Thron.

Dass wir eine Luftwaffe haben müssen, ist schon erwähnt worden. Herr Korpskommandant Bolliger hat erklärt, man könnte das auch terrestrisch tun, aber das würde derartige Aufwendungen verursachen, dass wir das nicht zahlen können. Die Luftwaffe ist die Ergänzung zu den terrestrischen Einrichtungen. Ich bitte Herrn Bundesrat Gnägi: Ziehen Sie doch bitte auch im Sinne einer Arbeitsbeschaffung die Ausrüstung der Flab etwas vor, denn es gehört auch dazu, dass wir nicht jedes Jahr 20 000 junge Leute einziehen und an veralteten Waffen üben lassen. Ich meine, Herr Aubert, im Sinne Ihres Papiers über Arbeitsbeschaffung wäre das doch notwendig, denn wir können diese Ausrüstung in der Schweiz herstellen. Die Munition und vor allem eben die Feuerleitwaffen der Flab sollten nun bestellt werden. Wir dürfen die Leute in diesen Fabriken, die dafür in Frage kommen, nicht stempeln lassen.

Ich glaube, über die Wirksamkeit dieses Kaufes und des Tiger braucht weiter nicht mehr gesprochen zu werden. Darf ich auch noch der Armeeführung danken, dass sie die Bedürfnisse der Armee in das Ganze hineingestellt hat und nicht einen Sonderzug gefahren ist: Hier nur Luftwaffe, das andere kann dann später einmal kommen! Ich glaube, dafür verdienen diese Herren Dank.

Zur Arbeitsbeschaffung: Wir haben noch Vertreter des Standes Luzern hier. Aber es ist auch hier dem Militärdepartement zu danken, dass es nun diesen Auftrag mit der Endmontage des Tiger erlangt hat. Es kommt vielleicht etwas teurer, aber dafür sind die Leute, die diese Montage vornehmen, nachher für die Reparaturen viel besser vorbereitet und können dann auch entsprechend eingesetzt werden.

Zu den Kompensationsgeschäften mit Amerika ist noch folgendes festzuhalten: Es ist unmöglich, in der Schweiz noch eine Flugzeugindustrie zu halten, die moderne Kampfflugzeuge baut. Das ist uns bestätigt worden vom Verein schweizerischer Maschinenindustrieller. Es wäre zwar schön gewesen, wenn wir die Ingenieure und die Spezialarbeiter – sei es nun im Lizenzbau oder mit einer eigenen Entwicklung – hätten beschäftigen können. Hier müssen wir feststellen: Die Zeiten sind über uns hinweggeschritten. Das liegt für einen Kleinstaat nicht mehr drin. Das Departement und seine Mitarbeiter sind zu loben, dass sie auf die Idee gekommen sind, mit den Amerikanern Kompensationsgeschäfte auszuhandeln, so dass nun mindestens 30 Prozent dieser Auslagen der Schweiz Aufträge einbringen, und zwar auf Gebieten, bei denen wir etwas zu bieten haben. Wir haben bereits vom Vertreter des VSM gehört, dass es für die Schweizer Industriellen, die mit den Amerikanern verhandelt haben, allein schon höchst instruktiv war zu erfahren, wo die Bedürfnisse lie-

gen, was wir tun können und was noch zu unternehmen ist, damit dieser Vertrag erfüllt werden kann.

Es ist vielleicht etwas viel gesagt zu behaupten, man wäre von dieser Vorlage restlos überzeugt, weil auch wir wissen, dass es theoretisch noch andere «Vögel» zu kaufen gäbe als den Tiger. Aber man darf mit Ueberzeugung sagen, dass das, was möglich ist, herausgeholt wurde und dass dieser Tiger unseren Anforderungen genügt: In der Beschränkung zeigt sich erst der Meister. Dieser Vorlage darf man zustimmen. Wir stehen dann noch immer nicht feudal da. Aber wir haben wenigstens jetzt das getan, was unbedingt getan werden muss. Ich bitte Sie, der Vorlage zuzustimmen.

Diejenigen, die von Unbehagen sprechen, müssten einmal gefragt werden, wo denn das Unbehagen liege. Ich gehe mit Kollega Hofmann einig: Wir können bringen, was wir wollen, es wird doch bei dieser Häufigkeit von Obersten sicher irgendwo noch einer aufzutreiben sein, der wieder das Gegenteil sagt. Sie werden in der Frühjahrssession in vier Jahren wieder einen finden, der das Gegenteil erzählt. Deshalb haben wir übrigens Korpskommandanten und einen Chef der Flieger- und Flabtruppen, damit uns diese schliesslich sagen, was ihnen nützt. Ich habe von Herrn Muschg gehört, wir wären mehr Dutzendware, und er würde gerne in den Ständerat kommen, damit auch ein Intellektueller hier einmal sprechen würde. (Heiterkeit) Wir sind also das übrige Volk, aber soweit reicht unsere Urteilsfähigkeit schon noch, dass wir die Fachleute anhören und entscheiden können, ob das nun richtig ist oder nicht. Dazu sind wir noch imstande. Weil wir das sind, bitte ich Sie, einzutreten und der Vorlage zuzustimmen. Es wäre natürlich schön, wenn der Dollar noch etwas sinken würde, damit wir für das gleiche Geld statt nur 80, dann etwa 100 Flugzeuge kaufen könnten. (Heiterkeit)

Präsident: Ein kurzes Wort zur Tagesordnung: Es stehen noch drei Namen auf der Rednerliste; dann kommt der Vertreter des Bundesrates. Es sollte also möglich sein, heute morgen dieses Geschäft noch zu Ende beraten zu können. Weiter wollen wir aber nicht gehen. Das letzte Geschäft würde auf Donnerstag verschoben. Wir versuchen es also.

Helmann: Es ist im Rat viel von Zeitungsartikeln die Rede. Es gehört zur Aufgabe der Presse, die Öffentlichkeit zu informieren. Es wirkt aber etwas eigenartig, wenn bekannte Informationen aus taktischer Absicht zurückgehalten werden, um aus der Information eine Einflussnahme auf das Parlament zu machen. Dies trifft auf den Artikel vom 2. Dezember im «Tages-Anzeiger» zu. Man kann zur Evaluation dieses Flugzeuges einiges sagen. Aber es stimmt nicht, dass das Parlament nicht informiert ist. Sie wissen, dass wir Militärkommissionen haben und dass es gar nicht möglich ist, jedem einzelnen von uns die gleiche Fülle an Information zu geben, wie sie sich ein Mitglied der Militärkommission verschaffen kann. Wer Informationen wollte, hatte tatsächlich Gelegenheit, sich die Informationen zu beschaffen. Es ist Aufgabe des Parlamentes, zu den in der Öffentlichkeit vorgebrachten Kritiken Stellung zu nehmen. Es wurde unter anderem über den Tiger erklärt, dass seine Leistungen nicht genügen, um angesichts der Rüstungen in Ost und West eine Verstärkung unserer Luftverteidigung zu erreichen.

Den Wunsch hätten wir, ein polyvalentes Flugzeug zu haben, das gleichzeitig als Interzepter, als Raumschutzjäger und als Erdkämpfer eingesetzt werden könnte. Nachdem wir aber Franken mehr lieben als die eigene Sicherheit, leisten wir uns eben das Bessere nicht. Das ist auch ein Entscheid. Diese Situation ist unbefriedigend, aber nicht hoffnungslos. Die Aufgaben unserer Armee liegen vor allem in der Verteidigung unserer Neutralität und in der Abwehr eines Gegners. Als Angriffsinstrument kommt unsere Armee nur in Frage, wenn eine Gegenmassnahme uns zum Angriff drängt. Diese Optik gibt eine andere Perspektive, als sie die erwähnte Tageszeitung vermittelt hat. Als Klein-

staat können wir auf die Dauer weder Ost noch West allein die Stange halten, selbst dann nicht, wenn wir über 200 kampfkraftigste Flugzeuge verfügen würden. Unsere allfälligen Gegner unterhalten eine strategische Luftwaffe, die aber nicht für den Alpenraum Schweiz gedacht ist. Die Schweiz selbst braucht keine strategische Luftwaffe. Wir suchen uns einen Raumschutzjäger. Was die Abschreckungswirkung betrifft, ist zu sagen, dass wir selbst mit Superflugzeugen nicht in der Lage wären, eine Abschreckung auf mögliche Gegner zu erzielen. Diese Abschreckungswirkung muss zustande kommen aus der Zusammenfassung der Verteidigungs- und Kampfkraft aller Armeeteile. Das ist es, was der schweizerischen Armee die Glaubwürdigkeit der Kampfkraft gibt und nicht zehn oder zwanzig Flugzeuge mehr oder weniger. Allein nur wegen des Tiger oder eines anderen Flugzeuges wird uns kein Krieg erspart. Es wird dann noch mit einiger Ueberzeugung herumgesprochen, dass der Tiger militärisch nicht wirksam sei, er fliege nur in Entwicklungsländern. Der Tiger ist für eine moderne Armee keine Offensivflugwaffe, sondern ein Raumschutzflugzeug. Wir wollen es auch nicht als Offensivflugzeug einsetzen, sondern wirklich nur als Raumschutzjäger. Für diese Aufgabe – davon konnten wir uns von den Fachleuten in der Militärkommission überzeugen lassen – verdient der Tiger eine gute Note.

Es kommt hinzu: Wenn Sie von Hochleistungsflugzeugen sprechen, ist es in der Regel so, dass nur wenige Piloten in der Lage sind, die Möglichkeiten eines solchen Flugzeuges überhaupt voll auszunützen. Beim Tiger ist aber selbst der Milizpilot in der Lage, aus seinem Flugzeug zu hundert Prozent das herauszuholen, was es hergeben kann. Das ist ein ganz wesentliches Moment, das für den Tiger spricht. Sie haben sich seinerzeit entschlossen, unsere Flugzeugflotte mit Occasions-Hunter zu ergänzen. Sie erinnern sich, dass ich gegen diese Occasionen aufgetreten bin. Nun haben wir sie aber. Sie können wirksam nur eingesetzt werden, wenn wir ihnen einen Raumschutz verschaffen. Wenn wir das nicht tun, dann ist jene Ausgabe überflüssig gewesen. Dann haben wir noch eines nicht zu vergessen, nämlich die Tatsache, dass die Bodentruppen einen Anspruch darauf haben, durch eine eigene Flugwaffe unterstützt und beschützt zu werden.

Statt eines Verschiebungsantrages hätte ich eine Alternative erwartet. Natürlich gibt es eine Alternative. Diese sieht ungefähr so aus: Kreditantrag 3 Milliarden Franken, mit dem Auftrag, entweder ein polyvalentes Flugzeug zu beschaffen oder aber, was noch besser wäre, z. B. eine Flotte Corsair und zusätzlich eine Flotte Raumschutzjäger, die noch mehr leisten können als der Tiger. Nachdem wir das aber nicht wollen, diese Alternative hier nicht vorliegt, so müssen wir, wenn wir für die Armee etwas tun und der Luftwaffe die Möglichkeit geben wollen, ihre Aufgabe zu erfüllen, dieser Vorlage zustimmen. Ich bin der festen Ueberzeugung, dass wir, entgegen den verschiedenen Pressemitteilungen, es verantworten können, dieser Beschaffung zuzustimmen.

M. Donzé: J'approuve la première phrase de la proposition du Parti socialiste, qui réaffirme son soutien au principe d'une défense nationale efficace et la nécessité d'une défense aérienne. Toutefois, l'affirmation de M. le conseiller fédéral Gnägi selon laquelle nous devons, puisque cette phrase a été prononcée, approuver l'achat de 72 Tiger, me paraît un peu abusive, d'autant plus que nous entendons surtout être mieux informés. Sans doute est-il normal que, comme nouvel élu, je ne le sois pas. Cela fait partie du jeu parlementaire. Il n'en reste pas moins qu'après avoir écouté avec le plus grand intérêt les interventions des membres de la commission, je n'ai pas réussi à me faire une opinion et que je désire encore obtenir des renseignements complémentaires pour pouvoir me prononcer en toute connaissance de cause.

Il semble que, même dans les rapports avec le constructeur, certains points restent obscurs, comme aussi en ce

qui concerne les qualités réelles du nouvel appareil, ses possibilités de vol et la qualité de son armement.

Je comprends notre collègue Heimann, qui a dit que si nous avions vraiment voulu une couverture parfaite, il eût fallu dépenser une somme bien supérieure aux 1 milliard 300 millions de francs prévus. Néanmoins, il me paraît malgré tout que nous aurions pu attendre jusqu'à la session de mars pour nous engager dans une dépense de cet ordre alors que des incertitudes subsistent sur bien des points. Une dépense de 1 milliard 300 millions me fait peur alors que d'autres dépenses, comme les 400 millions que nous avons demandés pour accélérer la relance, comme celles aussi nécessaires pour améliorer notre sécurité sociale et qui sont encore en discussion à l'heure actuelle.

Le problème des occasions de travail, en particulier des commandes compensatoires dont il est fait état dans le message, est présenté avec une confusion telle que je ne peux pas, pour le moment en tout cas, prendre celui-ci en considération.

Pour toutes ces raisons, je ne pourrai voter l'entrée en matière ni, par conséquent, me prononcer en faveur de cette dépense et, encore une fois, je regrette que ce projet n'ait pas été renvoyé au Conseil fédéral.

M. Péquignot: Après avoir lu le message, la revue de presse et la controverse aussi, après avoir entendu le rapport du président de notre commission et la discussion qui a suivi, je constate que personne ne conteste la nécessité de pourvoir notre armée d'un nouvel avion. Si je prends la parole, ce n'est pas parce que je me sens l'âme d'un spécialiste ou apte à trancher quant au choix du meilleur type d'avion à acquérir. Je partage avec d'autres l'avis que la décision appartient au Conseil fédéral. Je tiens simplement à exprimer mon sentiment avant que ne tombe la décision qui va nous engager pour une somme supérieure à 1 milliard de francs. Il aurait été surprenant que, dans une affaire de ce genre, qui est aussi une affaire financière, l'unanimité puisse se faire. Ce qui me gêne, ce n'est pas l'opposition; c'est la suspicion que certains ont voulu jeter sur les responsables agissant au nom du Département militaire fédéral et donc du Conseil fédéral.

La critique est nécessaire. Elle est même salutaire, mais est-il vrai, est-il possible que ces responsables se soient laissés obnubiler au point d'en venir à retenir ce que certains nous présentent comme le plus vulgaire des «coucous» dont même les pays en voie de développement ne veulent pas?

Longtemps, on a reproché au Conseil fédéral et singulièrement au Département militaire fédéral d'agir secrètement mais lorsque, un jour, il décide de convoquer les parlementaires des Commissions militaires et la presse à une démonstration des Tiger et des Mirage, on crie à la mascarade d'Eigenthal, on dit que les dés étaient pipés. On veut faire passer l'information pour de la basse propagande. La passion remplace l'objectivité, les attaques personnelles supplantent l'intérêt général. Des officiers s'affrontent et «se descendent en flammes», et je pose la question: qui trompe qui et pourquoi?

La semaine passée, ici même, M. le conseiller fédéral Ritschard évoquant les difficultés soulevées par les usines électriques atomiques, regrettait de ne pas disposer d'un ministère de l'information, qui aurait pu mieux renseigner l'opinion publique, ce qui me paraît l'évidence même. Le problème est pareil pour l'armée mais, dans le cas présent, cette information a eu lieu et, parce que des reproches ne peuvent pas être faits à ce sujet, on se retourne contre l'information officielle, que l'on suspecte de partialité. Du trouble ainsi créé, seuls les détracteurs de notre défense nationale pourront tirer profit.

Les précisions données tout à l'heure, lors de la discussion concernant la proposition de renvoi présentée par M. Aubert, ont déjà clarifié la situation. Je prie cependant encore M. le conseiller fédéral Gnägi de m'assurer que le

crédit que je suis prêt à voter est conforme aux intérêts du pays.

Knüsel: Nachdem mich mein Freund zur Linken im Zusammenhang mit dem Problem der Flugzeugwerke Emmen etwas herausgefordert hat, erlaube ich mir doch auch noch einige Bemerkungen. Im Vergleich zu den Flugzeugbeschaffungen Mirage und Hunter, aber auch zu den Diskussionen um die Corsair-Beschaffung halte ich fest: Alle ein-geweihten Kreise stellen sich vorbehaltlos hinter diese Vorlage. Ich hatte etliche Male Gelegenheit, mich mit Militärpiloten, Flugingenieuren und Aeronautikern in Verbindung zu setzen. Alle diese Leute erklärten mir vorbehaltlos, sie stellten sich hinter diese Vorlage. Das ist mein Erlebniskreis rund um Emmen.

Ferner darf hier wohl auch beigefügt werden, dass die Vereinigung der Fliegeroffiziere an ihrer Generalversammlung mit grosser Befriedigung vom Entscheid des Bundesrates Kenntnis genommen hat und sich geschlossen hinter den Antrag des Bundesrates stellte. Die Fliegeroffiziere erwarten zuversichtlich, dass die Vorlage speditiv behandelt werde.

Meine persönliche Auffassung: Wenn nun die Auslieferung der Flugzeuge den Zeitraum von 1979 bis 1981 beschlägt, darf doch wohl bemerkt werden, dass es noch sechs Jahre dauern wird, bis das letzte dieser 72 Flugzeuge der Truppe zur Verfügung stehen wird. Wenn nun ein Verschiebungsantrag durchgehen sollte, wenn wiederum ein anderes, besseres, polyvalenteres Flugzeug gesucht werden soll, habe ich Bedenken, dass diese Frist sich noch um weitere Jahre hinziehen wird, womit sich die Gefahr des nicht abgedeckten Luftraumes noch verstärkt.

Zu den Auswirkungen auf das Flugzeugwerk Emmen: Die Kommission Hongler hatte ein Konzept für die Weiterentwicklung des Flugzeugwerkes Emmen erarbeitet. Es steht fest, dass von dieser Belegschaft in Emmen im Laufe der Zeit 130 Personen entlassen werden sollen. Es steht auch fest – darauf möchte ich besonders hinweisen –, dass die Endmontage des Tiger in Emmen für 110 Personen bis 1980 Erwerb, Brot und Verdienst, sichert.

Ich unterstreiche: Es war in jenem Zeitpunkt, da die Kommission Hongler und die Gruppe für Rüstungsdienste diesem Problem nachgingen, keine Selbstverständlichkeit, dass die Flugzeugwerke Emmen diesen Auftrag für die Endmontage tatsächlich erhalten würden. Die Entscheidung wurde getroffen in einem Zeitpunkt, da wir von der heutigen Rezession noch wenig wussten oder sie nicht einmal ahnten. In dieser Beziehung möchte ich dem Chef des EMD – er steht ja an einem Posten, auf dem er nicht immer Dank erntet – bestens danken dafür, dass er in jenem Zeitpunkt, da man noch von absoluter Hochkonjunktur sprach, den Mut aufbrachte, zusammen mit jenen Kreisen, die die Entscheide fällen mussten, die Endmontage in Emmen sicherzustellen. Ich glaube, es würde in der Zentralschweiz nicht verstanden, wenn nun dieser «Vogel» fertig und flugtüchtig eingeflogen werden sollte. Es hat mich sehr beeindruckt, wenn mir von seiten der Flugingenieure gesagt wurde: Wenn dieses Flugzeug nicht fertig eingeflogen wird, wenn es bei uns in der Endmontage als kompliziertes elektronisches Flugzeug aufgearbeitet wird, macht es die Metamorphose von einer fremden Waffe zur eigenen Waffe durch. Wenn diese Fachspezialisten, vor allem die Elektroniker, das Flugzeug hier zusammenstellen, wird das die Funktionsfähigkeit für den Ernstfall (der einen dauernden Reparaturservice verlangt) und die Flugtüchtigkeit des künftigen «Vogels» wesentlich erhöhen.

Aus unserer Warte möchte ich also Herrn Bundesrat Gnägi und dem Rüstungschef für die Vorarbeiten und die Berücksichtigung der Flugzeugwerke Emmen sehr herzlich danken. Ich bin überzeugt, dass der Mehraufwand von 25 Millionen durch die Lizenzrechte und so weiter zweifellos mehr als aufgewogen wird. Ich bin für Eintreten.

Bundesrat Gnägi: Dem Präsidenten der Vorberatenden Kommission sowie den Kommissionsmitgliedern danke ich

herzlich für die positive Aufnahme des Geschäftes. Ich will Sie nicht lange hinhalten, aber doch drei Punkte berühren. Hier handelt es sich um das grösste Einzelgeschäft, das das Militärdepartement dem Parlament jemals zugeleitet hat. Wir waren uns bewusst, dass dieses Geschäft schon deshalb, und zwar aus verschiedenen Gründen, nicht zuletzt wegen der Höhe des Kredits, Anlass zur Diskussion bieten werde. Hier kommen wir zur Auseinandersetzung: Wo sollen die Mittel unseres Bundesstaates eingesetzt werden? Ich unterstreiche: Es kann nur ein Sowohl-Als-auch geben, nicht ein Entweder-Oder. Entweder wird das hier richtig begründet, dann kann diese Lücke geschlossen werden, oder man muss die Sache zurückweisen. Wir waren uns der Grösse dieses Vorhabens bewusst. Weil es sich um ein Flugzeug handelt, wussten wir auch, dass dieses Geschäft eine Vergangenheit hat und nicht ohne Schwierigkeiten über die Hürden zu bringen sein werde. Ich darf Ihnen aber gestehen: In meiner langjährigen Tätigkeit in diesem Departement ist noch kein Geschäft mit einer derartigen Gründlichkeit vorbereitet worden wie das vorliegende.

Der Flugzeugentscheid vom 9. September 1972 hat nicht nur beim Sprechenden, sondern vor allem bei seinen Mitarbeitern einen eigentlichen Schock ausgelöst, indem riesige Vorarbeiten, die bereits getroffen worden waren, nun einfach null und nichts waren. Wir sind wieder aufgestanden, und ich glaube, die seither getroffenen Massnahmen waren derart, dass wir zu einem klaren Entscheid kommen konnten. Das möchte ich doch unterstreichen. Sofort nach jenem Nullentscheid wurde eine Ueberbrückungsmassnahme mit den 30 Hunter-Flugzeugen getroffen, und zwar bereits im März 1973. Aufgrund eines Auftrags des Bundesrates hat der Generalstabschef am 12. Dezember 1972 das sogenannte Schwarzbuch herausgegeben, wo klar und deutlich dargelegt wird, wie es um die Landesverteidigung nach dem Entscheid vom 9. September 1972 steht. Hier wurde die Bedrohung untersucht; es wurden die notwendigen Mittel dargelegt; insbesondere wurde auch zum Finanzrahmen Stellung genommen. Der Bundesrat hat diesem Dokument am 7. Februar 1973 zugestimmt. Damals wurde dem Departementsvorsteher und dem Militärdepartement der Auftrag erteilt, zwei zusätzliche Berichte zu erarbeiten, nämlich einen Investitionsplan für die Jahre 1975 bis 1979, wofür die 15 Milliarden vorgesehen waren, 10,3 Milliarden für laufende Ausgaben und 4,7 Milliarden für Rüstungsausgaben. Das war der erste Bericht; er wurde am 1. Oktober 1973 vom Bundesrat genehmigt. Der zweite, noch entscheidendere Bericht war derjenige über die Luftkriegführung in den achtziger Jahren.

Hier muss ich nun eine Begründung geben, warum wir zu diesem Antrag gekommen sind. Durch den Vorentscheid, bei dem wir bekanntlich ein Erdkampfflugzeug vorgeschlagen haben, ist die Situation wesentlich verändert worden. Wir haben die 30 Hunter zusätzlich angeschafft, die gesamte Hunter-Flotte dient heute als Erdkampfflugzeuge. Deshalb war es nötig, für den Raumschutz ein neues Flugzeug zu beschaffen. Das ist mit aller Gründlichkeit dargelegt worden in dem Bericht über die Luftkriegführung in den achtziger Jahren. Die Schlussfolgerung war die, dass der Bundesrat auch diesem Bericht am 1. Oktober zugestimmt hat. Er war entscheidend für die Evaluation des zu beschaffenden Flugzeuges.

Hier möchte ich eine zweite Bemerkung anbringen in bezug auf den Vorwurf, man hätte die Anforderungen dem Flugzeug angepasst. Hier muss Klarheit geschaffen werden. Sobald dieser Bericht über die Luftkriegführung in den achtziger Jahren vorlag, musste der Generalstabschef die minimalen Anforderungen erarbeiten. Es waren die folgenden: Die militärischen Grobanforderungen wurden vom Generalstabschef noch im Jahr 1972 erlassen, und hier wurde beantwortet: Lieferungstermine, Ablösungszeit der Venom-Flugzeuge, Flottenleistung bezüglich Raumzeit von Einsätzen, fliegerische Haupteigenschaften des Flugzeuges, Flexibilität und Disponibilität der Flotte, Flottengrösse, Miliztauglichkeit, Logistik, Sonderausrüstungen sowie

Ausbaumöglichkeiten für einen späteren Erdkampfeinsatz. Das waren die militärischen Grobanforderungen.

Aufgrund dieser Grobanforderungen sind sieben Flugzeuge in die Evaluation einbezogen worden. Es kann keine Rede davon sein, dass wir diese Grobanforderungen dem Flugzeug angepasst hätten. Aber aufgrund dieser Grobanforderungen hat der Bundesrat im Jahr 1973 entschieden, dass die Evaluation konzentriert werden soll auf den Tiger. Deshalb ist der Bundesrat dazu gekommen, diesen Vorschlag zu unterbreiten. Das zur Klärung und zusätzlichen Information über den Bericht Luftkriegführung, Grobanforderungen und dann den Vorschlag des Bundesrates. Die Erprobungen – und das möchte ich nochmals unterstreichen, es geht aus der Schlussfolgerung in der Situation, in der wir uns befanden, hervor – wurden mit einer Gründlichkeit und einer Tiefe gemacht, wie das vorher noch nie bei einem Gerät der Fall war. Es waren Equipen in Amerika; die Schiessstests wurden dort durchgeführt und unsere Equipen haben dabei Erfahrungen sammeln können. Dann sind die Demonstrationen in der Schweiz gekommen, und diese Vorführungen im Eigental waren keineswegs eine Maskerade. Alle Herren, die an diesen Vorführungen teilgenommen haben, insbesondere der Bundesrat, nachdem er die fliegenden Piloten einvernommen hat, haben übereinstimmend festgestellt, das Angenehme an diesem Tiger bestehe in seiner Kurventauglichkeit, derzufolge er immer am Schwanz des angegriffenen Flugzeuges geklebt sei, und das in erster Linie dank einer Wendigkeit in diesem Raum 1 bis 8000 m. Deshalb kann ich mit Ueberzeugung sagen: Die Untersuchungen, die gemacht wurden, sind mit aller Gründlichkeit vorgenommen worden; das Flugzeug entspricht unseren Anforderungen und wurde deshalb zur Beschaffung vorgeschlagen.

Ich möchte mich noch zu einem weiteren Punkt äussern, nämlich zu den Abklärungen über die Möglichkeit der Beteiligung der schweizerischen Industrie. Wir haben dieses Problem frühzeitig an die Hand genommen und energisch weiterverfolgt. Von Anfang an bestand engste Verbindung und Zusammenarbeit mit den interessierten Firmen und ihren Organisationen. Unser Konzept war einfach und positiv. Es lautete: Eine Beteiligung der Schweizer Industrie ist anzustreben. Längere Termine und Mehrkosten in einem vertretbaren Ausmass sind in Kauf zu nehmen. Der Umfang der Beteiligung einerseits, die Mehrkosten und längeren Termine andererseits müssen zueinander in einem ausgewogenen Verhältnis stehen. Ich glaube, feststellen zu dürfen, dass wir diesen beiden Bedingungen nachgekommen sind. Es war nicht möglich, eine Lizenzfabrikation durchzuführen, sondern nur eine Teillizenzfabrikation. Die Verteuerung des Flugzeuges und die Verlängerung der Ablieferungsfrist wären derart, dass wir es nicht hätten verantworten können. Deshalb wurden zwei Massnahmen getroffen, nämlich der Abschluss eines Kompensationsabkommens mit dem Verteidigungsminister in Amerika. Die Endmontage in Emmen wurde so entschieden wie Sie es heute morgen gehört haben.

Gestatten Sie mir noch eine Bemerkung hinsichtlich des Kompensationsabkommens. Wir sind uns bewusst, dass dieses Kompensationsabkommen erst noch zum Tragen kommen muss. Aber Tatsache ist, dass zwei Verteidigungsminister ein solch wichtiges Dokument unterzeichnet haben, dass klar festgelegt ist, dass in den nächsten zwei Jahren in erster Linie die Auseinandersetzung, die Kompensation zwischen der Fabrikantenfirma Northrop und General Electric zum Tragen kommen soll. Wenn das nach zwei Jahren nicht zum Tragen kommen sollte, wird sich das Verteidigungsministerium einschalten und seinerseits seine Hilfe dazu bieten, dass Kompensationen auf anderem Gebiet möglich sein werden. Ich glaube deshalb, dass es nicht richtig ist, wenn erklärt wird, dieses Kompensationsabkommen sei wenig oder nichts wert. Diese Frage ist sehr gründlich untersucht worden, und zwar nicht in erster Linie von Herren meines Departements. Natürlich war die Gruppe für Rüstungsdienste hier dabei, aber an den Verhandlungen haben ausserdem teilgenommen der

Generaldirektor einer Schweizer Firma, Generaldirektor Schmid, und der Sekretär des VSM, Herr Sommer. Beide haben mir erklärt: Es ist erstaunlich, was hier gelungen ist; denn eine Kompensation in dieser Höhe sei sonst noch nirgends gegeben worden. Die Herren der Kommission hatten Gelegenheit – leider war Herr Generaldirektor Schmid nicht da, aber Herr Sommer –, dort genaue Fragen über dieses Kompensationsabkommen zu stellen, und ich nehme an, ihnen ist es gleich gegangen wie mir. Ich war beeindruckt von den Vorarbeiten und den gründlichen Abklärungen, die auf diesem Gebiet bereits vorgenommen wurden, und ich hege keinen Zweifel, dass aus diesem Kompensationsabkommen nicht nur die 30 Prozent realisiert werden können, sondern dass es gelingen sollte, dank der guten Position unserer Industrie, sogar noch weiter zu kommen als auf diese 30 Prozent.

Zu den verschiedenen Fragen kann ich wie folgt Stellung nehmen:

Herrn Graf möchte ich sagen: Es ist so, dass wir auch das Skyguard-System, die Verstärkung unserer 35-Millimeter-Flak, notwendig hätten, und ich kann Ihnen bekanntgeben, dass die Frage des Arbeitsbeschaffungsprogrammes Gelegenheit geben wird, zu prüfen, ob nicht das Skyguard-Projekt in diese Massnahmen aufgenommen werden kann. Die Verhandlungen zwischen dem Militärdepartement und dem Volkswirtschaftsdepartement sind im Gange.

Herrn Donzé möchte ich sagen: Ich halte an der Feststellung, die ich über die Punkte 1 und 4 des Rückweisantrages gemacht habe, fest. In bezug auf eine bessere Information möchte ich darauf aufmerksam machen, und das noch einmal unterstreichen, dass wahrscheinlich noch nie einer Kommission derart viel geheime Unterlagen und zusätzliche Informationen gegeben wurden wie in diesem Fall. Wenn hier die Qualität beurteilt wird, so möchte ich Ihnen, Herr Donzé, sagen, dass wir nicht ein Mehrzweckflugzeug suchen. Ich habe dargelegt, dass die Hunter-Flotte nun in erster Linie den Erdkampfeinsatz übernehmen muss. Aber diese Flugzeuge müssen ebenfalls geschützt werden, und zwar durch ein Raumschutzflugzeug, und dieses ist – wie ich das gemäss den Ausführungen des Generalstabschefs und von Herrn Bolliger darlegen konnte – der Tiger. Beide Spezialisten erklären, dass sie diesem Vorschlag zustimmen können und dass es, wenn nicht die beste, doch die optimalste Lösung ist.

Zu Ihrer Frage bezüglich des Armement möchte ich Ihnen mitteilen, dass der Bundesrat zu diesen Problemen bei der Beantwortung der Interpellation Müller-Zürich Stellung genommen hat. Dort sind sehr wichtige Details dargelegt worden, insbesondere was die Kanone, das Kaliber und die Munition dieser Kanone betrifft. Die dortige Information ist sehr wesentlich und wertvoll.

Die erste Frage von Herrn Péquignot habe ich beantwortet. Was die Information betrifft, so haben wir diesem Problem die notwendige Aufmerksamkeit geschenkt. Es wurde eine Pressekonferenz durchgeführt, und ich persönlich habe mit Genugtuung das positive Echo dieser Pressekonferenz entgegengenommen. Noch mehr hat mich gefreut, dass die Truppe selber zur Information übergegangen ist, und es ist bereits angetönt worden, dass die AVIA-Flieger in ihren und in weiteren Kreisen darauf hingewiesen haben, dass diese Vorlage ihnen genügen und ihre Bedürfnisse decken würde. Ich kann Ihnen deshalb sagen: Ich bin persönlich überzeugt, dass hier dem Parlament ein guter Antrag unterbreitet wird. Mit diesen Worten beantrage ich Ihnen, auf die Vorlage einzutreten und dem Antrag zuzustimmen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission (Eintreten) 36 Stimmen
Für den Nichteintretensantrag Donzé 2 Stimmen

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 2

Antrag der Kommission

Abs. 1 und 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3 (neu)

Der Bundesrat erstattet der Bundesversammlung mindestens alle zwei Jahre Bericht über die Abwicklung des mit den amerikanischen Regierungsstellen abgeschlossenen Kompensationsabkommens.

Art 2

Proposition de la commission

Al. 1 et 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 3 (nouveau)

Une fois au moins tous les deux ans, le Conseil fédéral fera rapport à l'Assemblée fédérale sur le déroulement des accords de compensation conclus avec les services gouvernementaux américains.

Hofmann, Berichterstatter: Die Kommission schlägt Ihnen einen neuen Absatz 3 vor, der Ihnen ausgeteilt worden ist: «Der Bundesrat erstattet der Bundesversammlung mindestens alle zwei Jahre Bericht über die Abwicklung der mit den amerikanischen Regierungsstellen abgeschlossenen Kompensationsabkommen.»

Die Begründung habe ich bereits im Eintretensreferat gegeben; ich ersuche Sie um Zustimmung zu dieser Ergänzung.

Angenommen – Adopté

Art. 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes 34 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Abschreibung von Motionen und Postulaten

Classement de motions et de postulats

Präsident: Wir haben noch Anträge des Bundesrates auf Abschreibung zu erledigen. Sie finden diese Anträge auf Seite 13. Den Ständerat betreffen: Motion Baumann (11 398), Motion Chevallaz (11 408), Postulat unserer Militärkommission (11 541) aus dem Jahre 1973.

Zustimmung – Adhésion

An den Nationalrat – Au Conseil national

Kampflugzeuge. Beschaffung

Avions de combat. Acquisition

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1975
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	75.072
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	09.12.1975 - 09:00
Date	
Data	
Seite	721-732
Page	
Pagina	
Ref. No	20 004 537